



HAL
open science

La France et la course aux armements

Roger Godement

► **To cite this version:**

Roger Godement. La France et la course aux armements: CSDN (Collectif de scientifiques pour le désarmement nucléaire). 1990, pp.84-89. hal-03402168

HAL Id: hal-03402168

<https://hal.science/hal-03402168>

Submitted on 25 Oct 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



"Amber waves of grain"

Deux artistes américains, Barbara Donachy et Andy Bardwell, donnent à voir l'arsenal nucléaire des Etats-Unis. Leur reproduction en céramique des 31500 têtes nucléaires, 1000 missiles intercontinentaux, 640 missiles Pershing, 8 sous-marins Trident et 29 sous-marins Poseïdon forment une exposition itinérante de 1400 m² qui circule depuis 1983 dans les musées d'art et centres scientifiques des USA. (Photo : Bruce Burhardt)

La France et la course aux armements

CSDN (Collectif de Scientifiques pour le Désarmement Nucléaire)

Alors que la «menace soviétique», réelle ou imaginée, est en train de s'effondrer, la France, à raison d'une centaine de milliards par an pendant un nombre indéterminé d'années (certains programmes vont jusqu'à 2010), «modernise» ses armements.

Nous multiplions par six les ogives d'une centaine de missiles mer-sol et allons fabriquer quelques centaines d'armes «préstratégiques», dont beaucoup de 80 à 300 kilotonnes (Hiroshima = 14 kT). Nous aurons ainsi un millier d'armes nucléaires dont l'emploi reléguerait les camps de concentration et les chambres à gaz au rang des procédés artisanaux (Pierre Sudreau, *L'enchaînement*, 1967) et relèverait en outre du suicide national. Leur mise au point exige à Mururoa des essais qui soulèvent l'hostilité dans le Pacifique, démolissent les sociétés polynésiennes et ont provoqué la scandaleuse affaire Greenpeace. Les scientifiques ne peuvent étudier librement les effets écologiques de ces essais ni s'exprimer.

A cela s'ajoutent d'autres programmes : sous-marins nouvelle génération, Mirage-2000 N et Rafale, porte-avions nucléaire et leur flotte d'accompagnement, chars Leclerc, etc. Leurs énormes coûts subissent déjà les effets habituels des sous-estimations qui facilitent les décisions initiales mais compromettent les «indispensables» programmes prévus : on tente d'y parer par des exportations dont le paiement n'est parfois garanti que par le gouvernement français lui-même (dette irakienne vers la France : 6 milliards de dollars).

Les squelettiques débats parlementaires sur la défense se bornent à entériner ces projets ; les débats soviétiques seront bientôt plus sérieux. La défense n'est pas censée concerner les citoyens ordinaires. On peut donc négliger, par exemple, le sondage de novembre 1988, selon lequel 25 % des Français sont *contre* une réduction du budget militaire et 74 % *pour* un transfert vers l'Éducation nationale (budget d'équipement pour 1989 : moins de 4 milliards, contre 98 pour les Armées ; budget *total* de l'Environnement : 1 milliard, contre plus de 200 pour la Défense).

Dans le même temps, Jean-Pierre Chevènement et les professionnels de l'armement insistent sur la nécessité d'accentuer l'effort de recherche et développement (RD) militaire - qui absorbe directement 30 milliards, soit plus du tiers des crédits gouvernementaux de RD depuis longtemps -, d'exploiter plus intensivement la recherche civile et de préserver les équipes sous prétexte que (a) les réductions d'armements accéléreront la course aux performances, (b) il est difficile de reconstituer un bureau d'études des années après sa dispersion, (c) l'URSS poursuit ses efforts de «modernisation» (on oublie de mentionner qu'aux EU, la RD militaire continue à percevoir 35 à 40 milliards de dollars par an), (d) on ne peut prévoir quelles seront les «nouvelles menaces» dans vingt ans, délai approximatif entre le début de la conception d'une arme et son déploiement, et même si la confrontation Est-Ouest s'estompe, d'autres - peu importe lesquelles ! - peuvent la remplacer, cqfd.

C'est la rhétorique qui a assuré la pérennité de la course aux armements. **Maintenir en activité des centres de recherche militaire, en France ou ailleurs, pour se prémunir contre les surprises de l'an 2010 en attendant celles de 2040, puis de 2080, etc., c'est garantir le perfectionnement indéfini des armes existantes et l'apparition de nouvelles armes** aussi sûrement que l'on garantit l'apparition de nouveaux médicaments en finançant la recherche bio-médicale. Alors que l'on espère partout une paix véritable, orienter vers les armes de 2010 ou 2030 (ingénieur général Yves Sillard, La Villette, 15.5.90) tant de scientifiques et d'ingénieurs souvent de premier ordre, c'est *insulter l'avenir (...)*

Avant les années 1930, et à part des urgences comme la Grande Guerre ou des problèmes limités (explosifs) faisant intervenir peu d'experts de haut niveau, les scientifiques n'avaient ni activités, ni contrats militaires ; Gauss, Maxwell, Liebig, les Curie, Einstein, Rutherford, Dirac et autres s'en sont passés. Les militaires ont certes favorisé quelques innovations techniques (instruments de navigation, production en série de pièces interchangeables, aciers «spéciaux», aéronautique), mais la Révolution industrielle - mécanisation du textile, machine et navigation à vapeur, chemins de fer, acide sulfurique, chlore, soude, ciment, engrais, colorants, pétrole, plastiques, médicaments, électricité, téléphone, moteur à explosion, automobile, etc. - ne leur doit quasiment rien. Même si les militaires finissaient par se convertir aux nouvelles techniques, celles-ci étaient avant tout propulsées par leurs marchés civils, y compris dans la métallurgie où, entre 1880 et 1914, se constituèrent les premiers «complexes militaro-industriels» avec, déjà, toute la pathologie de notre époque.

Le développement depuis 1940 des «techniques de pointe» à coups de crédits militaires ne prouve que l'intérêt prioritaire des décideurs contemporains pour l'armement : en 1986, le gouvernement américain a versé 12 milliards de

dollars à l'industrie aérospatiale et 8 à l'électronique au titre de la RD, militaire à 70 % au moins, mais 1 million seulement à l'industrie pharmaceutique qui n'en prospère pas moins, ici encore, vu son évidente utilité civile. En France, aussi, les trois quarts des crédits vont à l'aérospatial et à l'électronique. Devons-nous croire que, sans Hitler et la guerre froide, nous n'aurions ni avions à réaction, ni fusées, ni informatique, ni électronucléaire, ni satellites ? Etrange civilisation...

Outre que ces grandes retombées civiles du « progrès » militaire ont longtemps favorisé les EU aux dépens du reste du monde - voir les réactions gaullistes ou japonaises -, on ne sait trop ce qui pourrait leur succéder : que faire dans le civil d'avions « invisibles » aux radars ? de missiles de croisière ? d'armes anti-avions, antimissiles ou anti-satellites ? de sous-marins nucléaires ? du « rayon de la mort » que nous préparent des experts en lasers ? Lorsque les ingénieurs militaires ont voulu transposer aux avions civils leurs exploits supersoniques, ils ont fait le Concorde : 30 milliards de F. 1978 gaspillés par les deux participants (*nous avons su le faire*, proclament-ils, mais il était invendable) ; le SST américain et le Tu-144 soviétique, eux, n'ont même pas ou à peine volé. Devenu trop « baroque », l'armement neutralise d'énormes capacités industrielles et intellectuelles et phagocyte la recherche civile. Thomson-CSF et Matra vendent en 1984 à l'Arabie Saoudite une défense anti-aérienne de 35 milliards, mais d'où viennent nos micro-ordinateurs ?

On découvre en France, vingt ans après les Etats-Unis, l'exemple d'un Japon qui n'a jamais consacré plus de 1 % de son PNB à la défense depuis 1945. On pourrait citer aussi l'exemple inverse des Soviétiques qui, se croyant ou étant obligés de rester dans la course aux armements pour préserver leur influence, leur indépendance ou même leur existence, *ont jugé bon* (sic) *de consacrer une part très importante de leurs ressources à une formidable accumulation d'armes nucléaires et classiques* (général Schmitt, chef d'état-major, *Le Monde*, 23.3.90) - à savoir entre 10 et 25 % de leur PNB, personne ne sait au juste, contre 5 à 6 % globalement à l'Ouest, quatre à six fois plus riche que l'URSS : socialisme ou pas, on constate aujourd'hui le résultat. Même les EU, seul pays sorti plus riche (de 55 %) de la guerre en 1945 et consacrant depuis bientôt vingt ans à la défense de 5 à 7 % d'un PNB double ou triple du soviétique, en éprouvent les effets négatifs.

Le relatif gaspillage américain aura certes maintenu la pression assez longtemps pour discréditer le dangereux exemple socialiste et assurer en même temps la prospérité d'un *scientific-military-industrial complex* (SMIC) dont, à son niveau, la France aussi est bien pourvue. Il est chez nous d'autant plus influent que les polytechniciens qui le dirigent sont inamovibles, sauf passages volontaires à l'industrie, et que chaque type de matériel n'a généralement qu'un

seul fournisseur possible. L'invariance de ses activités et dirigeants à travers les changements politiques est un signe qui ne trompe pas : ce sont les politiciens qui s'adaptent et non l'inverse, comme la gauche l'a lumineusement démontré. Le fait que notre SMIC national soit autorisé à planifier à 20 ou 30 ans d'échéance en est un autre.

Dans *Le grand débat*, Raymond Aron exerçait déjà en 1963 son ironie contre la politique nucléaire gaulliste et ses stratèges en chambre - il n'y en a pas d'autres sur la Terre, les «experts» sans expérience concrète de la guerre nucléaire se bornant à des discours encore plus théoriques que les mirifiques stratégies de 1914, 1939 ou 1941. Vingt-cinq ans plus tard, la rhétorique, à défaut des munitions, laisse toujours autant à désirer (...)



Observant que les objectifs - exclusivement militaires, cela va de soi pour la France des Droits de l'Homme - de nos armes préstratégiques ne se situent sans doute pas en URSS, François de Rose, ex-ambassadeur de France auprès de l'OTAN, réclamait des explications dans *Le Monde* du 5.10.89 : *Où bien nous croyons à la doctrine de frappe unique d'avertissement, mais alors pourquoi ces nombres de vecteurs et de charges capables de provoquer un cataclysme sur notre continent, ou bien ces nombres et puissances se justifient par une autre stratégie. Mais alors, laquelle?* Réponse du général Le Borgne le 12.10 : *L'agression militaire de l'Est... ne sera point initialement nucléaire, mais classique* (Autre «certitude»). — *C'est à nous, défenseurs, qu'appartient la décision terrible du premier feu* (décision plébiscitée par 2 % des Français, *Le Monde*, 23.5.89), le rôle des armes pré-stratégiques étant de servir aussi de *détonateur sensible*. Un détonateur déclenche une explosion beaucoup

plus puissante que lui. Ensuite ? Le problème - comment contrôler l'escalade - n'a pas varié depuis 30 ans, car il n'a pas de solution.

Ou bien le désarmement global, simultané et contrôlé, sera poursuivi, et la paix gardera ses chances, ou bien la course au surarmement reprendra, avec, au bout, la guerre. Qui parle ainsi ? François Mitterrand en avril 1988, l'homme qui dit avoir *droit de vie et de mort sur la France* (et les Français). Mais le seul rôle qu'il s'attribue est d'encourager les autres à désarmer : notre pays, lui, peut légitimement se munir de centaines d'armes nucléaires supplémentaires puisqu'il n'en possède pas encore autant que les deux champions ! On l'a ensuite entendu dire (IHEDN, 11.10.88) que *nous ne nous priverons d'aucun type d'arme qui serait détenu par les autres puissances* quelques instants après avoir déclaré que *rien ne doit être fait qui puisse contrarier l'effort de désarmement dans le monde*. Comprenez qui pourra cette logique semblant impliquer que la France ne ferait pas partie du «monde».

Ce sont les armes nucléaires qui ont assuré la paix en Europe depuis 1945, nous répète-t-on *ad nauseam*, sans la moindre explication. Mais (a) perçues comme une menace mortelle, ces armes ont dès le début formidablement renforcé l'hostilité entre les deux blocs et justifié l'armée classique soviétique, (b) c'est l'introduction d'armes *nucléaires* soviétiques à Cuba qui a provoqué la crise de loin la plus grave depuis 1945, (c) les armes soviétiques aussi ont peut-être «assuré la paix», par exemple en dissuadant l'OTAN d'intervenir en Tchécoslovaquie en 1968, (d) la théorie n'explique pas les 30 000 armes de part et d'autre, (d') elle ne vaut sûrement pas pour les armes nucléaires françaises, (e) elle n'explique pas des milliers de blindés des deux camps, (f) il se pourrait - c'est à vérifier... - que l'unique fonction des armes nucléaires soit d'interdire leur emploi par l'adversaire et non d'interdire la guerre, (g) elles ne l'ont pas interdit par *nègres interposés* (Léopold Sédar Senghor), (h) même sans armes nucléaires, un troisième conflit mondial serait assez catastrophique et incontrôlable pour dissuader les amateurs moins aventuristes qu'Adolf Hitler.

Quant à l'avenir, les seules armes qui ne serviront certainement jamais sont celles qui n'existent pas.

Propositions du CSDN

- 1-Réduction substantielle de la part du PNB consacrée à l'armement, notamment nucléaire, et diminution radicale de l'effort de recherche militaire.
- 2-Transferts de crédits vers l'enseignement, la santé, l'environnement et reconversion civile des activités de RD et de production supprimées.
- 3-Arrêt de tous les essais nucléaires.
- 4-Participation française beaucoup plus active au processus de réduction des armements, notamment en Europe.

Pour soutenir ces propositions, s'adresser au *Collectif de Scientifiques pour le Désarmement Nucléaire* (fondateur : Alfred Kastler - président : Roger Godement), 8 rue du Vieux Chemin, 91940 Gometz-le-Châtel.